

Art. 5. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel 12bis, luidend als volgt :

"Art. 12bis. In afwijking van artikel 12, eerste lid, en tot 30 juni 2015 kan de Minister of diens afgevaardigde, indien wordt vastgesteld dat belangrijke schade wordt veroorzaakt aan om het even welke teelten of aan de houderij er, gedurende het hele jaar, en dit, ook tijdens de gemechaniseerde oogstverrichtingen, één of meerdere vernietigingsdrijfjachten toestaan.

Tot 30 juni 2015 kunnen de beëdigde wachters van de houder van het jachtrecht die gemachtigd is om die vernietigingsdrijfjachten uit te voeren, bovendien tijdens die drijfjachten de wilde zwijnen doodschieten."

Art. 6. Dit besluit houdt op van kracht te zijn op 30 juni 2015.

Art. 7. De Minister bevoegd voor de Jacht is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 27 februari 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Openbare werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
C. DI ANTONIO

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/201725]

27 FEVRIER 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon
relatif aux modalités d'agrément et de fonctionnement des conseils cynégétiques

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 28 février 1882 sur la chasse, l'article 1^{er}, § 1^{er}, 4^o, inséré par le décret du 14 juillet 1994;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mai 1996 fixant les conditions et la procédure d'agrément des conseils cynégétiques;

Vu l'avis du Conseil supérieur wallon de la Chasse, donné le 21 octobre 2013;

Vu l'avis 54.802/4 du Conseil d'Etat, donné le 29 janvier 2014, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1^o acteurs de la ruralité : associations de chasseurs, de propriétaires, d'agriculteurs, de protection de la nature ou relatives à la fonction socio-récréative de la forêt, qui se sont fait connaître auprès du directeur en vue d'être invitées aux réunions visées à l'article 12;

2^o association représentative de propriétaires privés : association de propriétaires privés désignée par le Ministre, après appel à candidatures publié au *Moniteur belge*;

3^o association représentative d'agriculteurs : association d'agriculteurs désignée par le Ministre, après appel à candidatures publié au *Moniteur belge*;

4^o directeur général : le directeur général de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement;

5^o directeur : le directeur du Département de la Nature et des Forêts dans le ressort d'activités duquel est située la superficie la plus importante de l'espace territorial du conseil cynégétique;

6^o espace territorial : aire géographique dont les limites sont arrêtées par le ministre, après avis du Conseil supérieur wallon de la Chasse, et à l'échelle de laquelle la gestion cynégétique est coordonnée par un conseil cynégétique;

7^o inspecteur général : l'inspecteur général du Département de la Nature et des Forêts;

8^o ministre : le Ministre qui a la Chasse dans ses attributions;

9^o secteur : partie de l'espace territorial d'un conseil cynégétique, constituée d'un ou plusieurs territoires de chasse contigus, pouvant revendiquer une certaine homogénéité territoriale, géographique, administrative ou écologique;

10^o territoire de chasse : ensemble des étendues contiguës comprises à l'intérieur de l'espace territorial d'un conseil cynégétique, soit en totalité, soit pour la majeure partie et sur lesquelles un membre ou une association de membres du conseil cynégétique possède et exerce son droit de chasse.

Art. 2. Pour pouvoir être agréé au sens de l'article 1^{er}, § 1^{er}, 4^o, de la loi du 28 février 1882 sur la chasse, un conseil cynégétique doit pouvoir justifier du respect des conditions énoncées aux articles 3 et 5 à 7.

Art. 3. Le conseil cynégétique doit être constitué en ASBL, dont le but social principal est la coordination de la gestion cynégétique sur un ensemble de territoires de chasse regroupés au sein d'un des espaces territoriaux visés à l'article 1^{er}, 6^o.

Au sud du sillon Sambre et Meuse, lorsque la taille du conseil cynégétique dépasse 20 000 hectares, celui-ci a l'obligation de s'organiser en secteurs biologiquement homogènes d'une taille maximale de 20 000 hectares.

Art. 4. Lorsqu'un territoire de chasse se situe sur plusieurs espaces territoriaux et que le gibier peut y circuler librement, il peut relever d'un seul conseil cynégétique pour la totalité de sa superficie, moyennant l'accord des conseils cynégétiques concernés.

A défaut d'accord, le directeur décide du conseil cynégétique dont il relève, en tenant compte au mieux de l'intérêt de la gestion cynégétique.

Art. 5. Les statuts du conseil cynégétique doivent :

1° permettre l'adhésion de toute personne physique ou morale, titulaire d'un droit de chasse sur un territoire compris à l'intérieur de son espace territorial, soit en totalité soit en partie, pour autant que ce territoire remplisse les conditions fixées à l'article 2bis de la loi du 28 février 1882 sur la chasse et pour autant que ce titulaire de droit de chasse souscrive aux statuts et au règlement d'ordre intérieur du conseil cynégétique;

2° attribuer à chacun des membres visés au 1° une seule voix délibérative au sein de l'assemblée générale, quelle que soit la superficie du territoire de chasse qu'il représente, et assurer au sein du conseil d'administration une représentation d'au moins trois catégories de territoires de chasse en termes de superficie;

3° limiter à deux procurations la possibilité pour un membre de représenter d'autres membres au conseil d'administration ou à l'assemblée générale;

4° prévoir que seront en outre membres de l'assemblée générale et du conseil d'administration, avec voix délibérative :

a) au moins un représentant des personnes morales de droit public propriétaires de bois ou de plaines dans l'espace territorial du conseil cynégétique, choisi sur une liste d'au moins deux candidats, proposée par l'Union des Villes et Communes de Wallonie;

b) au moins un propriétaire privé possédant au moins 10 ha de bois dans l'espace territorial du conseil cynégétique, choisi sur une liste d'au moins deux candidats, présentée par une association représentative de propriétaires privés;

c) au moins un agriculteur exploitant des terres dans l'espace territorial du conseil cynégétique, choisi sur une liste d'au moins deux candidats, présentée par une association représentative d'agriculteurs;

5° prévoir l'invitation des directeurs et chefs de cantonnement du Département de la Nature et des Forêts, territorialement compétents sur l'espace territorial du conseil cynégétique, ou de leurs délégués, aux réunions du conseil d'administration et de l'assemblée générale, accompagnée des documents de travail utiles, en vue d'une participation à titre consultatif;

6° prévoir l'approbation par l'assemblée générale du règlement d'ordre intérieur du conseil cynégétique et de ses modifications;

7° prévoir l'approbation par le conseil d'administration du rapport d'activités visé à l'article 11 et sa présentation à l'assemblée générale;

8° donner la possibilité à tout membre, lorsqu'il est menacé d'une sanction, d'être convoqué et entendu au préalable en ses explications et moyens de défense, par l'organe du conseil cynégétique chargé de prononcer la sanction éventuelle, laquelle doit être motivée;

9° déterminer, en cas de non-respect des dispositions du règlement d'ordre intérieur, des sanctions qui peuvent être d'ordre financier, concerner l'exclusion d'un membre, concerner les possibilités (maxima) et obligations (minima) de tir imposées par un plan de tir ou consister, en cas de tir fautif, en la remise temporaire ou définitive du trophée au profit du conseil cynégétique.

Art. 6. Le règlement d'ordre intérieur du conseil cynégétique s'applique aux territoires de chasse des membres visés à l'article 5, 1°, sur toute leur étendue. Il doit au minimum :

1° fixer, le cas échéant, les limites des secteurs;

2° définir les catégories de territoires de chasse dont question à l'article 5, 2°, en vue d'assurer au sein du conseil d'administration une représentation des territoires;

3° organiser la participation des membres à l'élaboration du rapport visé à l'article 11 et fixer les modalités de récolte des données à faire figurer dans ce rapport;

4° fixer des règles de gestion communes pour les espèces pour lesquelles il existe un régime d'ouverture et de fermeture de la chasse propre aux conseils cynégétiques agréés, lorsque ces espèces gibiers sont présentes dans l'espace territorial;

5° fixer, le cas échéant, les modalités d'élaboration des demandes de plans de tir tels que visés à l'article 1^{er} quater de la loi du 28 février 1882, tant sur le plan quantitatif que sur le plan qualitatif, que le conseil cynégétique adresse au directeur pour approbation, ainsi que les modalités d'exécution de ces plans de tir;

6° fixer les modalités de recours des membres titulaires de droit de chasse contre les possibilités (maxima) et obligations (minima) de tir qui leur sont réservées dans le projet de demande d'attribution d'un plan de tir tel que visé à l'article 1^{er} quater de la loi du 28 février 1882;

7° organiser la commande et la distribution des bracelets de traçabilité en temps utile;

8° inciter les membres à contribuer à un équilibre « faune gibier-flore » sur leurs territoires et encourager la prévention et la médiation en matière de dégâts de gibier;

9° obliger les membres à assurer la recherche du gibier blessé, tout en les encourageant à faire appel aux personnes spécialement désignées à cet effet;

10° obliger les membres à collaborer à toute action de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement en vue de l'étude et de la gestion du gibier vivant à l'état sauvage, ou, le cas échéant, en vue de la lutte contre des maladies de la faune sauvage.

Art. 7. Les statuts et le règlement d'ordre intérieur du conseil cynégétique ne peuvent contenir des dispositions :

1° restreignant contractuellement les périodes d'ouverture de la chasse du sanglier, du brocard, des cerfs non-boisés, du daim et du mouflon;

2° prévoyant comme sanction l'exclusion d'un membre pendant plus de deux années consécutives, tout membre exclu ayant le droit de réintégrer le conseil cynégétique pour autant qu'il souscrive à nouveau à ses statuts et à son règlement d'ordre intérieur.

Art. 8. La demande d'agrément d'un conseil cynégétique doit être adressée au directeur et être accompagnée des données et documents suivants :

1° une copie du règlement d'ordre intérieur approuvé par l'assemblée générale;

2° le report sur carte I.G.N. au 1/25 000^e ou au 1/20 000^e du périmètre des différents territoires de chasse des membres;

3° l'indication des superficies de bois et de plaine, pour chacun des territoires de chasse des membres.

Art. 9. Après avoir reçu l'avis du directeur, l'inspecteur général statue sur la demande d'agrément. Il dispose d'un délai de quarante-cinq jours à dater de la date de réception de la demande.

Il n'est agréé qu'un seul conseil cynégétique par espace territorial.

L'agrément est accordé pour une durée indéterminée.

Art. 10. Le conseil cynégétique peut adresser, par pli recommandé, un recours auprès du directeur général contre les décisions de l'inspecteur général prises en application du présent arrêté. A cette fin, il dispose d'un délai de trente jours à partir de la date de notification de la décision de l'inspecteur général.

Le directeur général dispose d'un délai de soixante jours pour statuer, à partir de la date de réception du recours. Avant de statuer, il sollicite l'avis du Conseil supérieur wallon de la Chasse.

Art. 11. § 1^{er}. Tout conseil cynégétique agréé est tenu d'élaborer un rapport d'activités annuel, dont le contenu est fixé à l'annexe du présent arrêté.

Le rapport annuel de l'année cynégétique « n/n+1 » est transmis au directeur au plus tard pour le 31 octobre de l'année « n+1 ». Les données des rapports annuels successifs s'ajoutent et se complètent durant la période couverte par l'arrêté fixant les dates de l'ouverture, de la clôture et de la suspension de la chasse.

§ 2. A la demande des associations réunies conformément à l'article 12, le conseil cynégétique est tenu de leur communiquer son rapport.

Art. 12. Le directeur, ou son délégué, organise une fois par an et par conseil cynégétique, une réunion rassemblant les membres du conseil et des représentants locaux des acteurs de la ruralité qui se sont fait connaître auprès de lui.

Cette réunion a pour objet une concertation entre les membres du conseil cynégétique et les représentants locaux des acteurs de la ruralité concernant l'exercice de la chasse et la gestion des populations gibiers, et ce en vue d'assurer une meilleure cohabitation entre ces différents utilisateurs de l'espace rural et forestier.

Lors de cette réunion, le conseil cynégétique présente le rapport visé à l'article 11, ainsi que ses attentes vis-à-vis des acteurs de la ruralité. Les représentants locaux des acteurs de la ruralité font part de la contribution qu'ils sont prêts à apporter pour une meilleure prise en compte des intérêts de la faune sauvage, ainsi que de leurs attentes vis-à-vis du conseil cynégétique, eu égard aux difficultés qu'ils rencontrent avec la faune gibier et avec l'exercice de la chasse.

Un procès-verbal de cette réunion est établi par le directeur ou son délégué et, après approbation du contenu par les membres participants, adressé aux membres du conseil cynégétique et aux représentants locaux des acteurs de la ruralité qui se sont fait connaître. Les partenariats sont consignés dans ce procès-verbal et réexaminés lors de la réunion suivante.

Art. 13. § 1^{er}. Tout projet de modification des statuts ou du règlement d'ordre intérieur d'un conseil cynégétique agréé conformément à l'article 9 est soumis préalablement à l'avis au directeur.

§ 2. Lorsque le directeur constate qu'un conseil cynégétique agréé ne remplit plus les conditions d'agrément ou n'assume plus ses missions, l'inspecteur général peut, après avoir entendu les représentants du conseil cynégétique, suspendre ou retirer l'agrément pour une durée qu'il fixe.

Un recours contre la décision de l'inspecteur général est ouvert aux mêmes conditions que celles prévues à l'article 10.

Art. 14. L'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mai 1996 fixant les conditions et la procédure d'agrément des conseils cynégétiques est abrogé.

Art. 15. A titre transitoire, les conseils cynégétiques agréés en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mai 1996 fixant les conditions et la procédure d'agrément des conseils cynégétiques conservent leur agrément jusqu'au 30 juin 2015.

Le premier des rapports annuels visés à l'article 11 concerne l'année cynégétique 2015-2016.

Art. 16. Le Ministre qui a la Chasse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 27 février 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
C. DI ANTONIO

ANNEXE

Eléments du rapport d'activités annuel

1. Enjeux et espèces gibiers « clés »

- Enjeux à relever durant la période couverte par l'arrêté fixant les dates de l'ouverture, de la clôture et de la suspension de la chasse.

- Liste des espèces « clés », c'est-à-dire dont la coordination de la gestion cynégétique représente un enjeu prioritaire pour les membres du conseil.

2. Territoires

- Nombre de territoires membres, cartographie du conseil, superficies de bois et de plaine totale de l'espace territorial.

3. Abondance des populations

- Evaluation des densités au printemps pour le Cerf élaphe et toutes autres évaluations éventuellement réalisées sur les espèces clés du territoire du conseil concerné (nombre moyen d'individus par unité de surface; surfaces échantillonnées).

- Indication des densités-objectifs.

- Aperçu des méthodes mises en œuvre pour cette évaluation.

4. Règles de gestion communes

- Attributions dans le cadre des plans de tir imposés par la loi.

- Règles de gestion communes pour les espèces clés non soumises à plan de tir légal.

5. Prélèvements et mortalités

Inventaire de mortalité pour toutes les espèces, en fonction des sexes et des catégories d'âge pour les espèces grands gibiers, faisant l'objet d'actes de chasse ou de destruction, ventilées par secteur de conseil si ces derniers existent : chasse, destruction et autres facteurs.

6. Dégâts de gibier

Pour le Cerf et le Sanglier, par espèce concernée, nombre de demande d'indemnisation de dégâts et estimation du montant total des indemnisations.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2014 relatif aux modalités d'agrément et de fonctionnement des conseils cynégétiques.

Namur, le 27 février 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
C. DI ANTONIO

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2014/201725]

**27. FEBRUAR 2014 — Erlass der Wallonischen Regierung
über Bestimmungen für die Zulassung und Arbeitsweise der weidmännischen Räte**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd, Artikel 1, § 1, 4^o, eingefügt durch das Dekret vom 14. Juli 1994;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. Mai 1996 zur Festlegung der Bedingungen und des Verfahrens für die Zulassung der weidmännischen Räte;

Aufgrund des am 21. Oktober 2013 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur wallon de la Chasse" (Wallonischer hoher Rat für das Jagdwesen);

Aufgrund des am 29. Januar 2014 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1^o der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 54.802/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1^o Akteure des ländlichen Raums: Vereinigungen von Jägern, Eigentümern, Landwirten, für den Naturschutz oder im Bereich der Sozial- und Erholungsfunktion der Forste, die sich bei dem Direktor gemeldet haben, um zu den in Artikel 12 genannten Versammlungen eingeladen zu werden;

2^o vertretende Vereinigung von Privateigentümern: Vereinigung von Privateigentümern, die nach einem im Belgischen Staatsblatt veröffentlichten Bewerberaufruf vom Minister benannt wird;

3^o vertretende Vereinigung von Landwirten: Vereinigung von Landwirten, die nach einem im Belgischen Staatsblatt veröffentlichten Bewerberaufruf vom Minister benannt wird;

4^o Generaldirektor: der Generaldirektor der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt;

5^o Direktor: der Direktor der Abteilung Natur und Forstwesen, in dessen Zuständigkeitsbereich sich die größte Fläche des territorialen Gebiets befindet, für das der weidmännische Rat zuständig ist;

6^o territoriales Gebiet: geografischer Raum, dessen Grenzen vom Minister, nach Gutachten des "Conseil supérieur wallon de la Chasse", erlassen werden, und auf dessen Ebene die Jagdwirtschaft von einem weidmännischen Rat koordiniert wird;

7^o Generalinspektor: der Generalinspektor der Abteilung Natur und Forstwesen;

8^o Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Jagdwesen gehört;

9^o Sektor: Teil des territorialen Gebiets eines weidmännischen Rates, der aus einem oder mehreren aneinandergrenzenden Jagdgebieten besteht, die eine gewisse territoriale, geografische, administrative oder ökologische Homogenität aufweisen;

10^o Jagdgebiet: Gesamtheit der aneinandergrenzenden Flächen, die vollständig oder für ihren Hauptteil innerhalb des territorialen Gebiets eines weidmännischen Rates gelegen sind, auf denen ein Mitglied oder eine Vereinigung von Mitgliedern des weidmännischen Rats sein bzw. ihr Jagdrecht hat und ausübt.

Art. 2 - Um im Sinne von Artikel 1, § 1, 4^o des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd zugelassen werden zu können, muss ein weidmännischer Rat die Einhaltung der in den Artikeln 3 und 5 bis 7 genannten Bedingungen nachweisen können.

Art. 3 - Der weidmännische Rat muss als VoG gebildet werden, und sein Hauptgesellschaftszweck muss die Koordinierung der Jagdwirtschaft auf einer Gesamtheit von Jagdgebieten sein, die innerhalb eines der in Artikel 1, 6^o genannten territorialen Gebiete gruppiert sind.

Südlich des Maas-Sambre-Talgebiets, wenn die Größe des weidmännischen Rates 20'000 Hektar überschreitet, hat dieser die Pflicht, sich in biologisch homogenen Sektoren zu organisieren, deren Höchstfläche 20'000 Hektar beträgt.

Art. 4 - Wenn sich ein Jagdgebiet über mehrere territoriale Gebiete erstreckt und das Wild sich dort frei bewegen kann, kann dieses Jagdgebiet für seine gesamte Fläche einem einzigen weidmännischen Rat unterliegen, unter der Bedingung, dass sich die betroffenen weidmännischen Räte damit einverstanden erklären.

Wenn diesbezüglich keine Einigung zustande kommt, beschließt der Direktor, welchem weidmännischen Rat das Jagdgebiet angehört, unter bestmöglicher Berücksichtigung der Interessen der Jagdwirtschaft.

Art. 5 - Die Satzungen des weidmännischen Rates müssen:

1° den Beitritt jeglicher natürlichen oder juristischen Person erlauben, die über ein Jagdrecht auf einem Grundstück verfügt, das sich ganz oder teilweise innerhalb seines territorialen Gebiets befindet, unter der Bedingung, dass dieses Grundstück die in Artikel 2bis des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd festgelegten Bedingungen erfüllt, und dieser Inhaber des Jagdrechts den Satzungen und der Geschäftsordnung des weidmännischen Rats beipflichtet.

2° jedem der unter 1° genannten Mitglieder eine einzige beschließende Stimme in der Generalversammlung zuteilen, unabhängig von der Fläche des Jagdgebiets, das dieses Mitglied vertritt, und innerhalb des Verwaltungsrats die Vertretung von mindestens drei Kategorien von Jagdgebieten, je nach ihrer Fläche, gewährleisten;

3° die Möglichkeit für ein Mitglied, andere Mitglieder im Verwaltungsrat oder in der Generalversammlung zu vertreten, auf zwei Vollmachten begrenzen;

4° die Mitgliedschaft mit beschließender Stimme folgender Personen in der Generalversammlung und im Verwaltungsrat vorsehen:

a) mindestens ein Vertreter der juristischen Personen öffentlichen Rechts, die Eigentümer von Wäldern oder Ebenen im territorialen Gebiet des weidmännischen Rats sind, der aus einer Liste mit mindestens zwei Kandidaten ausgewählt wurde, welche von der "Union des Villes et Communes de Wallonie" (Vereinigung der Städte und Gemeinden der Wallonie) vorgeschlagen wurde;

b) mindestens ein Privateigentümer, der mindestens 10 Ha Wald im territorialen Gebiet des weidmännischen Rats besitzt, der aus einer Liste mit mindestens zwei Kandidaten ausgewählt wurde, welche von einer vertretenden Vereinigung von Privateigentümern vorgeschlagen wurde;

c) mindestens ein Landwirt, der im territorialen Gebiet des weidmännischen Rats befindliche Flächen bewirtschaftet, der aus einer Liste mit mindestens zwei Kandidaten ausgewählt wurde, welche von einer vertretenden Vereinigung von Landwirten vorgeschlagen wurde;

5° die Einladung der für das territoriale Gebiet des weidmännischen Rates zuständigen Direktoren und Forstamtsleiter der Abteilung Natur und Forstwesen, oder ihrer Beauftragten, zu den Versammlungen des Verwaltungsrats und der Generalversammlung zwecks einer beratenden Beteiligung vorsehen, wobei dieser Einladung die nützlichen Arbeitsdokumente beizufügen sind;

6° die Genehmigung der Geschäftsordnung des weidmännischen Rates und ihrer Abänderungen durch die Generalversammlung vorsehen;

7° die Genehmigung des in Artikel 11 genannten Tätigkeitsberichts durch den Verwaltungsrat und seine Darstellung in der Generalversammlung vorsehen;

8° jedem mit einer Strafe bedrohten Mitglied die Möglichkeit geben, zunächst vorgeladen und zwecks des Vorbringens seiner Erklärungen und Verteidigungsmittel durch das Organ des weidmännischen Rats angehört zu werden, das damit beauftragt wird, die eventuelle Strafmaßnahme, die begründet sein muss, auszusprechen;

9° wenn Bestimmungen der Geschäftsordnung nicht beachtet wurden, Strafmaßnahmen bestimmen, die finanzieller Art sein können, den Ausschluss eines Mitglieds betreffen können, die von einem Abschussplan auferlegten Möglichkeiten (Höchstabschusszahlen) und Verpflichtungen (Mindestabschusszahlen) betreffen können, oder bei einem fehlerhaften Schuss, in der zeitweiligen oder endgültigen Abgabe der Trophäe an den weidmännischen Rat bestehen können.

Art. 6 - Die Geschäftsordnung des weidmännischen Rats gilt für die Jagdgebiete der in Artikel 5, 1° genannten Mitglieder, in ihrem gesamten Umfang. Sie muss mindestens:

1° gegebenenfalls die Grenzen der Sektoren festlegen;

2° die in Artikel 5, 2° genannten Kategorien der Jagdgebiete bestimmen, um innerhalb des Verwaltungsrats eine Vertretung der verschiedenen Gebiete zu sichern;

3° die Teilnahme der Mitglieder an der Ausarbeitung des in Artikel 11 genannten Berichts organisieren und die Modalitäten zur Sammlung der Daten festlegen, die in diesem Bericht anzugeben sind;

4° gemeinsame Jagdregeln für die Arten bestimmen, für die es eine Regelung für den Beginn und das Ende der Jagd gibt, die den zugelassenen weidmännischen Räten eigen ist, wenn diese Wildarten im territorialen Gebiet vorhanden sind;

5° gegebenenfalls die Modalitäten zur Ausarbeitung der Anträge auf Abschusspläne nach Artikel 1quater des Gesetzes vom 28. Februar 1882 sowohl in quantitativen als qualitativer Hinsicht festlegen, welche der weidmännische Rat an den Direktor zur Genehmigung richtet, und die Modalitäten zur Durchführung dieser Abschusspläne bestimmen;

6° die Modalitäten bestimmen, die die Mitglieder, die über das Jagdrecht verfügen, bei Einsprüchen gegen die Möglichkeiten (Höchstabschusszahlen) und Verpflichtungen (Mindestabschusszahlen) zu beachten haben, die ihnen im Entwurf des Antrags auf Zuteilung eines Abschlussplans im Sinne von Artikel 1quater des Gesetzes vom 28. Februar 1882 vorbehalten werden.

7° die Bestellung und Verteilung der im Rahmen der Rückverfolgbarkeit vergebenen Ringe zu gegebener Zeit organisieren;

8° die Mitglieder dazu auffordern, in ihren Gebieten zu einem Gleichgewicht "Wild-Flora" beizutragen, und die Vorbeugung und Vermittlung in Sachen Wildschäden unterstützen;

9° die Mitglieder dazu verpflichten, verletzte Wildtiere aufzuspüren, und sie dazu ermuntern, eigens zu diesem Zweck bestimmte Personen heranzuziehen;

10° die Mitglieder zur Zusammenarbeit im Rahmen aller Aktionen der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt zur Untersuchung und Verwaltung der Wildtiere, oder ggf. zur Bekämpfung der Krankheiten der wildlebenden Fauna verpflichten.

Art. 7 - Die Satzungen und die Geschäftsordnung des weidmännischen Rates dürfen keine Bestimmungen enthalten, die

1° die Perioden für den Anfang der Jagd auf das Schwarzwild, den Rehbock, die Kahlhirsche, den Damhirsch und das Muffelwild vertraglich einschränken;

2° als Strafmaßnahme den Ausschluss eines Mitglieds während mehr als zwei aufeinanderfolgenden Jahren vorsehen, wobei jedes ausgeschlossene Mitglied das Recht hat, in den weidmännischen Rat wieder aufgenommen zu werden, unter der Voraussetzung, dass es seine Satzungen und seine Geschäftsordnung beachtet.

Art. 8 - Der Antrag auf Zulassung eines weidmännischen Rates muss an den Direktor gerichtet werden, wobei ihm folgende Daten und Dokumente beizufügen sind:

1° eine Kopie der von der Generalversammlung genehmigten Geschäftsordnung;

2° die Übertragung des Umkreises der verschiedenen Jagdgebiete der Mitglieder auf eine NGI-Karte im Maßstab 1/25 000 oder 1/20 000;

3° für jedes Jagdgebiet der Mitglieder die Angabe der Oberfläche der Wälder und Ebenen.

Art. 9 - Der Generalinspektor befindet über den Zulassungsantrag, nachdem er das Gutachten des Direktors erhalten hat. Er verfügt über eine Frist von fünfundvierzig Tagen ab dem Eingang des Antrags.

Für jedes territoriale Gebiet wird nur ein einziger weidmännischer Rat zugelassen.

Die Zulassung wird für einen unbefristeten Zeitraum gewährt.

Art. 10 - Gegen die in Anwendung vorliegenden Erlasses gefassten Beschlüsse des Generalinspektors kann der weidmännische Rat einen Einspruch per Einschreiben an den Generaldirektor richten. Zu diesem Zweck verfügt er über eine Frist von dreißig Tagen ab dem Datum der Zustellung des Beschlusses des Generalinspektors.

Der Generaldirektor verfügt über eine Frist von 60 Tagen ab dem Eingangsdatum des Einspruchs, um seine Entscheidung zu treffen. Bevor er seine Entscheidung trifft, holt er das Gutachten des "Conseil supérieur wallon de la Chasse" ein.

Art. 11 - § 1. Jeder zugelassene weidmännische Rat ist verpflichtet, einen jährlichen Tätigkeitsbericht zu erstellen, dessen Inhalt in der Anlage zu vorliegendem Erlass festgelegt wird.

Der jährliche Bericht über die Jagdsaison "n/n+1" wird dem Direktor spätestens zum 31. Oktober des Jahres "n+1" übermittelt. Die Daten der aufeinanderfolgenden jährlichen Berichte häufen sich und ergänzen einander während des Zeitraums, den durch den Erlass zur Festlegung der Daten für den Beginn, das Ende oder die Aussetzung der Jagd gedeckt wird.

§ 2. Auf Antrag der gemäß Artikel 12 versammelten Vereinigungen ist der weidmännische Rat verpflichtet, ihnen seinen Bericht zu übermitteln.

Art. 12 - Der Direktor oder sein Beauftragter organisiert einmal im Jahre je weidmännischen Rat eine Versammlung, in der die Mitglieder des Rates und lokale Vertreter der Akteure des ländlichen Raums, die sich bei ihm gemeldet haben, zusammengebracht werden.

Diese Versammlung bezweckt eine Konzertierung zwischen den Mitgliedern des weidmännischen Rates und den lokalen Vertretern der Akteure des ländlichen Raums betreffend die Ausübung der Jagd und die Verwaltung der Wildtierpopulationen, um ein besseres Miteinander zwischen diesen verschiedenen Benutzern des ländlichen und Waldbereichs zu erreichen.

Während dieser Versammlung legt der weidmännische Rat den in Artikel 11 genannten Bericht, sowie seine Erwartungen gegenüber den Akteuren des ländlichen Raums vor. Die lokalen Vertreter der Akteure des ländlichen Raums teilen mit, zu welchem Beitrag sie bereit sind, um die Interessen der wildlebenden Fauna besser zu berücksichtigen, und erörtern ihre Erwartungen gegenüber dem weidmännischen Rat, unter Bezugnahme auf ihre Schwierigkeiten mit der Wildtierfauna und der Ausübung der Jagd.

Der Direktor oder sein Beauftragter erstellt ein Protokoll dieser Versammlung, das, nachdem die beteiligten Mitglieder dessen Inhalt gebilligt haben, an die Mitglieder des weidmännischen Rates und an die lokalen Vertreter der Akteure des ländlichen Raums, die sich gemeldet haben, gerichtet wird. Die Partnerschaften werden in diesem Protokoll niedergeschrieben und während der folgenden Versammlung nochmals untersucht.

Art. 13 - § 1. Jeder Entwurf zur Abänderung der Satzungen oder der Geschäftsordnung eines gemäß Artikel 9 zugelassenen weidmännischen Rats unterliegt dem vorherigen Gutachten des Direktors.

§ 2. Wenn der Direktor feststellt, dass ein zugelassener weidmännischer Rat die Zulassungsbedingungen nicht mehr erfüllt oder seine Aufgaben nicht mehr wahrnimmt, kann der Generalinspektor, nachdem er die Vertreter des weidmännischen Rats angehört hat, die Zulassung für eine von ihm bestimmte Frist aussetzen oder entziehen.

Ein Einspruch gegen den Beschluss des Generalinspektors ist unter denselben Bedingungen wie in Artikel 10 zulässig.

Art. 14 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. Mai 1996 zur Festlegung der Bedingungen und des Verfahrens für die Zulassung der weidmännischen Räte wird aufgehoben.

Art. 15 - Übergangsweise behalten die weidmännischen Räte, die in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. Mai 1996 zur Festlegung der Bedingungen und des Verfahrens für die Zulassung der weidmännischen Räte zugelassen wurden, ihre Zulassung bis zum 30. Juni 2015.

Der erste der jährlichen Berichte nach Artikel 11 betrifft die Jagdsaisons 2015-2016.

Art. 16 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Jagd gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 27. Februar 2014

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe
C. DI ANTONIO

ANLAGE

Elemente des jährlichen Tätigkeitsberichts

1. Herausforderungen und Schlüsselarten unter den Wildtierpopulationen

- Wesentliche Herausforderungen während des Zeitraums, der durch den Erlass zur Festlegung der Daten für den Beginn, das Ende oder die Aussetzung der Jagd gedeckt wird.

- Liste der "Schlüsselarten", d.h. derjenigen Arten, für die die Koordinierung der Jagdwirtschaft für die Mitglieder des Rates eine prioritäre Herausforderung darstellt.

2. Gebiete

- Anzahl der Mitgliedsgebiete, Kartographie des Rates, Oberfläche der Wälder und Ebenen des territorialen Gebiets

3. Bestände

- Bewertung der Dichte der Rothirschpopulationen im Frühling und sonstige ggf. bereits durchgeführte Bewertungen für die Schlüsselarten im Gebiet des betroffenen Rates (durchschnittliche Anzahl Tiere pro Flächeneinheit; Flächen, wo Probenahmen vorgenommen worden sind).

- Angabe der erzielten Dichten.

- Angabe der für die Bewertung eingesetzten Methoden.

4. Gemeinsame Regeln in Sachen Jagdwirtschaft

- Zuteilungen im Rahmen der gesetzlich auferlegten Abschusspläne

- Gemeinsame Regeln für Schlüsselarten, die keinem gesetzlich auferlegten Abschussplan unterliegen.

5. Abschussquoten und Mortalität

Mortalitätsinventar für alle Arten je nach Geschlecht und Altersgruppe für die bejagten oder vernichteten Großwildarten, mit Aufteilung nach Ratssektor, wenn solche bestehen: Jagd, Vernichtung, andere Faktoren.

6. Wildschäden

Für das Hirschwild und das Schwarzwild, Anzahl Schadenentschädigungsanträge und Veranschlagung des Gesamtbetrags der Entschädigungen.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2014 über Bestimmungen für die Zulassung und Arbeitsweise der weidmännischen Räte als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 27. Februar 2014

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe

C. DI ANTONIO

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/201725]

**27 FEBRUARI 2014. — Besluit van de Waalse Regering
betreffende de erkennings- en werkingsmodaliteiten van de jachtraden**

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 28 februari 1882 op de jacht, artikel 1, § 1, 4^o, ingevoegd bij het decreet van 14 juli 1994;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 mei 1996 tot vastlegging van de voorwaarden en de procedure tot erkenning van de jachtraden;

Gelet op het advies van de Waalse Hoge Jachtraad, gegeven op 21 oktober 2013;

Gelet op advies 54.802/4 van de Raad van State, uitgebracht op 29 januari 2014, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bos en Erfgoed;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1^o actoren van landelijke aangelegenheden : verenigingen van jagers, eigenaars, landbouwers, verenigingen voor de natuurbescherming of betreffende de sociaal-recreatieve functie van het bos die zich bekend hebben gemaakt bij de directeur om voor de in artikel 12 bedoelde vergaderingen uitgenodigd te worden;

2^o representatieve vereniging van privé-eigenaars : vereniging van privé-eigenaars, die door de Minister na een oproep tot de kandidaten bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* aangewezen wordt;

3^o representatieve vereniging van landbouwers : vereniging van landbouwers, die door de Minister na een oproep tot de kandidaten bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* aangewezen wordt;

4^o directeur-generaal : de directeur-generaal van het Operationeel directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu;

5^o directeur : de directeur van het Departement Natuur en Bossen in wiens ambtsgebied de grootste oppervlakte van de territoriale ruimte van de jachtraad gelegen is;

6° territoriale ruimte : geografisch gebied waarvan de perken door de Minister na advies van de "Conseil supérieur wallon de la Chasse" bepaald worden en op schaal waarvan het jachtbeheer door een jachtraad gecoördineerd wordt;

7° inspecteur-generaal : de inspecteur-generaal van het Departement Natuur en Bossen;

8° Minister : de Minister bevoegd voor de Jacht;

9° sector : gedeelte van de territoriale ruimte van een jachtraad, bestaande uit één of meer aangrenzende jachtgebieden die een bepaalde territoriale, geografische, administratieve of ecologische homogeniteit kunnen eisen;

10° jachtgebied : geheel van de aangrenzende oppervlakten binnen de territoriale ruimte van een jachtraad, ofwel voor het geheel, ofwel voor het grootste deel en waarop een lid of een vereniging van leden van de jachtraad een jachtrecht bezit en uitoefent.

Art. 2. Om in de zin van artikel 1, § 1, 4°, van de jachtwet van 28 februari 1882 erkend te kunnen worden, moet een jachtraad aantonen dat hij de voorwaarden bepaald in de artikelen 3 en 5 tot 7 naleeft.

Art. 3. De jachtraad moet als vzw opgericht worden, waarvan het voornaamste maatschappelijk doel de coördinatie is van het jachtbeheer over een geheel van jachtgebieden samengebracht in één van de in artikel 1, 6°, bedoelde territoriale ruimten.

Ten zuiden van de Samber-Maaslijn en wanneer de grootte van de jachtraad hoger is dan 20 000 hectare, moet laatstgenoemde zich in biologisch homogene sectoren met een maximale grootte van 20 000 hectare organiseren.

Art. 4. Wanneer een jachtgebied meerdere territoriale ruimten dekt en als het wild er zich vrij kan voortbewegen, kan het onder een enige jachtraad ressorteren voor het geheel van zijn oppervlakte mits instemming van de betrokken jachtraden.

Bij gebrek aan instemming beslist de directeur over de jachtraad waaronder hij ressorteert, waarbij het zo goed mogelijk rekening houdt met het belang van het jachtbeheer.

Art. 5. De statuten van de jachtraad moeten :

1° de toetreding mogelijk maken van elke natuurlijke of rechtspersoon die houder is van een jachtrecht op een grondgebied dat geheel of gedeeltelijk binnen zijn territoriale ruimte ligt, voor zover dit grondgebied de in artikel 2bis van de jachtwet van 28 februari 1882 bepaalde voorwaarden vervult en voor zover die houder van het jachtrecht met de statuten en het huishoudelijk reglement van de jachtraad instemt;

2° elk van de in 1° bedoelde leden één enkele stem in de algemene vergadering toekennen, ongeacht de oppervlakte van het jachtgebied dat het vertegenwoordigt, en binnen de raad van bestuur zorgen voor een vertegenwoordiging van minstens drie categorieën jachtgebieden in termen van oppervlakte;

3° de mogelijkheid voor een lid om andere leden in de raad van bestuur of in de algemene vergadering te vertegenwoordigen tot twee volmachten beperken;

4° ervoor zorgen dat de volgende personen bovendien lid zullen worden van de algemene vergadering en van de raad van bestuur met stemrecht :

a) minstens één vertegenwoordiger van de publiekrechtelijke rechtspersonen, eigenaars van bossen of vlaktes in de territoriale ruimte van de jachtraad, die gekozen is uit een lijst van minstens twee kandidaten voorgedragen door de "Union des Villes et des Communes de Wallonie";

b) minstens één privé-eigenaar die minstens 10 ha bossen in de territoriale ruimte van de jachtraad bezit en die gekozen is uit een lijst van minstens twee kandidaten voorgedragen door een representatieve vereniging van privé-eigenaars;

c) minstens één landbouwer die gronden in de territoriale ruimte van de jachtraad uitbaat en die gekozen is uit een lijst van minstens twee kandidaten voorgedragen door een representatieve vereniging van landbouwers;

5° voorzien in de uitnodiging van de directeurs en de houtvesters van het Departement Natuur en Bossen, die territoriaal bevoegd zijn op de territoriale ruimte van de jachtraad, of van hun afgevaardigden op de vergaderingen van de raad van bestuur en van de algemene vereniging, vergezeld van de nodige werkdocumenten met het oog op een deelneming met raadgevende stem;

6° voorzien in de goedkeuring door de algemene vergadering van het huishoudelijk reglement van de jachtraad en van zijn wijzigingen;

7° voorzien in de goedkeuring door de raad van bestuur van het in artikel 11 bedoelde activiteitenverslag en het voorleggen ervan aan de algemene vereniging;

8° elk lid de mogelijkheid geven, wanneer hij met een sanctie veroordeeld kan worden, opgeroepen te worden om eerst in zijn toelichting en verdedigingsmiddelen gehoord te kunnen worden door het orgaan van de jachtraad belast met het uitspreken van de sanctie die met redenen omkleed moet zijn;

9° in geval van niet-naleving van de bepalingen van het huishoudelijk reglement, sancties bepalen die van financiële aard kunnen zijn, de uitsluiting van een lid betreffen, de schietmogelijkheden (maxima) en -verplichtingen (minima) opgelegd bij een afschotplan betreffen of, in geval van foutschot, kunnen bestaan in het tijdelijke of definitieve geven van de trofee ten gunste van de jachtraad.

Art. 6. Het huishoudelijk reglement van de jachtraad is van toepassing op de jachtgebieden van de in artikel 5, 1°, bedoelde leden over hun hele vlakte. Het moet minstens :

1° in voorkomend geval de perken van de sectoren bepalen;

2° de categorieën jachtgebieden waarvan sprake in artikel 5, 2°, bepalen, om een vertegenwoordiging van de gebieden in de raad van bestuur te waarborgen;

3° zorgen voor de deelneming van de leden aan de uitwerking van het in artikel 11 bedoelde verslag en de verzamelingsmodaliteiten bepalen voor de gegevens die in dit verslag vermeld moeten worden;

4° gezamenlijke beheersregels bepalen voor de soorten waarvoor er een regeling van opening en sluiting van de jacht eigen aan de erkende jachtraden bestaat, wanneer die soorten wild aanwezig zijn in de territoriale ruimte;

5° in voorkomend geval, de modaliteiten voor de uitwerking van de aanvragen van in artikel 1quater van de jachtwet van 28 februari 1882 bedoelde afschotplannen, die door de jachtraad ter goedkeuring voorgelegd worden aan de directeur, zowel op kwantitatief als kwalitatief gebied, bepalen; het moet ook de uitvoeringsmodaliteiten van die afschotplannen bepalen;

6° de beroepsmodaliteiten bepalen van de leden, die houder zijn van een jachtrecht, tegen de schietmogelijkheden (maxima) en -verplichtingen(minima) die hen voorbehouden worden in het project van aanvraag om toekenning van een afschotplan zoals bedoeld in artikel 1^{quater} van de jachtwet van 28 februari 1882;

7° de bestelling en de verdeling van de traceerbaarheidsbanden te gelegener tijd organiseren;

8° er de leden toe aansporen om bij te dragen tot een evenwicht "wildfauna-flora" op hun gebieden en de voorkoming en de bemiddeling inzake wildschade aanmoedigen;

9° de leden verplichten om het gewonde wild op te zoeken, en hen tegelijkertijd ertoe aansporen om een beroep te doen op de specifiek daartoe aangewezen personen;

10° de leden verplichten om mee te werken aan elke actie van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu met het oog op het onderzoek en het beheer van in het wild levend wild of, in voorkomend geval, met het oog op de bestrijding van de ziekten van de wilde fauna.

Art. 7. De statuten en het huishoudelijk reglement van de jachtraad mogen geen bepalingen bevatten :

1° die de openingsperiodes van de jacht van het wild zwijn, de reebokken, de edelherten in niet-beboste omgeving, het damhart en de moeflon contractueel verminderen;

2° die de uitsluiting van een lid tijdens twee opeenvolgende jaren als sanctie beschouwen, waarbij elk uitgesloten lid het recht heeft om opnieuw in de jachtraad opgenomen te worden voor zover hij opnieuw met zijn statuten en met zijn huishoudelijk reglement instemt.

Art. 8. De erkenningsaanvraag van een jachtraad moet aan de directeur gericht worden en vergezeld gaan van de volgende gegevens en documenten :

1° een afschrift van het door de algemene vergadering goedgekeurde huishoudelijk reglement;

2° de aanduiding op een NGI-kaart op schaal 1/25 000e of 1/20 000e van de omtrek van de verschillende jachtgebieden van de leden;

3° de aanduiding van de oppervlaktes van bossen en vlaktes voor elk van de jachtgebieden van de leden.

Art. 9. Na het advies van de directeur te hebben ingewonnen, beslist de inspecteur-generaal over de erkenningsaanvraag. Hij beschikt over een termijn van vijfenveertig dagen te rekenen van de datum van ontvangst van de aanvraag.

Er wordt één enkele jachtraad per territoriale ruimte erkend.

De erkenning wordt voor een onbepaalde duur toegekend.

Art. 10. De jachtraad kan bij aangetekend schrijven een beroep tegen de overeenkomstig dit besluit genomen beslissingen van de inspecteur-generaal indienen bij de directeur-generaal.

Daartoe beschikt hij over een termijn van dertig dagen vanaf de datum van de kennisgeving van de beslissing van de inspecteur-generaal.

De directeur-generaal beschikt over een termijn van 60 dagen om vanaf de datum van ontvangst van het beroep te beslissen. Alvorens te beslissen, vraagt hij het advies van de "Conseil supérieur wallon de la Chasse".

Art. 11. § 1. Elke erkende jachtraad moet een jaarlijks activiteitenverslag opmaken, waarvan de inhoud in bijlage bij dit besluit wordt bepaald.

Het jaarlijkse verslag van het jachtjaar "n/n+1" wordt aan de directeur overgemaakt uiterlijk op 31 oktober van het jaar "n+1". De gegevens van de opeenvolgende jaarverslagen worden toegevoegd en worden aangevuld tijdens de periode gedekt door het besluit waarbij de openings-, sluitings- en schorsingsdatums voor de jacht vastgelegd worden.

§ 2. Op verzoek van de overeenkomstig artikel 12 verenigde verenigingen moet de jachtraad laatsgenoemden zijn verslag mededelen.

Art. 12. De directeur of diens afgevaardigde organiseert één keer per jaar en per jachtraad een vereniging waarin de leden van de raad en plaatselijke vertegenwoordigers van de actoren van landelijke aangelegenheden bij zich bij hem bekend hebben gemaakt, verenigd worden.

Deze vergadering heeft als doel in een overleg te voorzien tussen de leden van de jachtraad en de plaatselijke vertegenwoordigers van de actoren van landelijke aangelegenheden over de uitoefening van de jacht en het beheer van de wildbevolkingen met het oog op een betere samenwerking tussen deze verschillende gebruikers van de landelijke en bosruimte.

Tijdens die vergadering draagt de jachtraad het in artikel 11 bedoelde verslag voor en maakt hij gewag van zijn verwachtingen ten opzichte van de actoren van landelijke aangelegenheden. De plaatselijke vertegenwoordigers van de actoren van landelijke aangelegenheden geven kennis van de bijdrage die ze bereid zijn te leveren voor een betere inachtneming van de belangen van de wilde fauna alsmede van hun verwachtingen ten opzichte van de jachtraad gezien de moeilijkheden die ze met de wildfauna en met de uitoefening van de jacht ondervinden.

De directeur of diens afgevaardigde maakt een proces-verbaal van die vergadering op na goedkeuring van de inhoud door de deelnemende leden, dat gericht wordt aan de leden van de raad en de plaatselijke vertegenwoordigers van de actoren van landelijke aangelegenheden die zich bekend hebben gemaakt. De partnerschappen worden in dit proces-verbaal vastgelegd en bij de volgende vergadering opnieuw onderzocht.

Art. 13. § 1. Elke ontwerp-wijziging van de statuten of van het huishoudelijk reglement van een overeenkomstig artikel 9 erkende jachtraad wordt van tevoren ter advies voorgelegd aan de directeur.

§ 2. Wanneer de directeur vaststelt dat een erkende jachtraad de erkenningsvoorwaarden of zijn opdrachten niet meer vervult, kan de inspecteur-generaal, na de vertegenwoordigers van de jachtraad te hebben gehoord, de erkenning schorsen of intrekken voor de duur die hij bepaalt.

Een beroep tegen de beslissing van de inspecteur-generaal wordt ingesteld onder dezelfde voorwaarden als die bedoeld in artikel 10.

Art. 14. Het besluit van de Waalse Regering van 30 mei 1996 tot vastlegging van de voorwaarden en de procedure tot erkenning van de jachtraden wordt opgeheven.

Art. 15. Bij wijze van overgangmaatregel behouden de jachtraden die overeenkomstig op het besluit van de Waalse Regering van 30 mei 1996 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden en -procedure van de jachtraden erkend zijn, hun erkenning tot 30 juni 2015.

Het eerste van de jaarverslagen bedoeld in artikel 11 betreft het jachtraad 2015-2016.

Art. 16. De Minister bevoegd voor de Jacht is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 27 februari 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Openbare werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
C. DI ANTONIO

BIJLAGE

Elementen van het jaarlijkse activiteitenverslag

1. Uitdagingen en sleutelsoorten wild

- Uitdagingen die aangenomen moeten worden tijdens de periode gedekt door het besluit waarbij de openings-, sluitings- en schorsingsdatums voor de jacht vastgelegd worden.

- Lijst van de sleutelsoorten, d.w.z. waarvan de coördinatie van het jachtbeheer een prioritaire uitdaging is voor de leden van de raad.

2. Gebieden

- Aantal gebieden van de leden, cartografie van de raad, totale oppervlaktes van bossen en vlaktes van de territoriale ruimte.

3. Overvloedige aanwezigheid van de bevolkingen

- Evaluatie van de dichtheden in het najaar voor het Bocharahert en alle andere evaluaties die eventueel uitgevoerd worden op de sleutelsoorten van het gebied van de betrokken raad (gemiddeld aantal individuen per oppervlakte-eenheid; oppervlaktes waarop een monsterneming plaatsvindt).

- Aanduiding van de doelstellingsdichtheden.

- Overzicht van de voor die evaluatie uitgevoerde methodes.

4. Gemeenschappelijke beheersregels

- Toekenningen in het kader van de bij de wet opgelegde afschotplannen.

- Gemeenschappelijke beheersregels voor de sleutelsoorten die niet vallen onder een wettelijk afschotplan

5. Monsternemingen en sterfte

Sterfte-inventaris voor alle soorten naar gelang van de geslachten en de leeftijdscategorieën voor de soorten grof wild die het voorwerp uitmaken van jacht- of vernietigingshandelingen, verdeeld per raadsector indien laatstgenoemde bestaan : jacht, vernietiging en andere factoren.

6. Wildschade

Voor het hert en het wild zwijn, per betrokken soort, aantal schadevergoedingsaanvragen en raming van het totaalbedrag van de schadevergoedingen.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2014 betreffende de erkennings- en werkingsmodaliteiten van de jachtraden.

Namen, 27 februari 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Openbare werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
C. DI ANTONIO